

## COMMUNIQUE

PARIS LE 22 JUIN 2007

### **30 à 40000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique. Le gouvernement devra rendre des comptes!**

Le Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique a annoncé la suppression de 30 à 40000 postes de fonctionnaires pour l'année 2008.

Ces suppressions d'emplois se rajoutent aux 15000 prévues au budget 2007 et aux dizaines de milliers effectuées ces dernières années, ainsi qu'aux suppressions d'emplois des personnels non-titulaires.

Chaque ministère serait concerné : c'est bien l'accélération d'une politique de désagrégation du service public et de ses missions qui est mise en place.

Ces suppressions de poste vont encore dégrader les conditions de travail des personnels.

Suivant la « feuille de route » tracée par Nicolas Sarkozy, Eric Woerth a exprimé une vision purement comptable de la politique de l'emploi dans la Fonction publique, le Ministre ne tenant aucun compte des besoins essentiels en matière de service public.

Cette décision purement idéologique, comme celle sur le service minimum, est présentée comme une économie budgétaire. Or, 35000 départs de fonctionnaires à la retraite non remplacés représentent une économie budgétaire de 1 milliard d'euros par an. Cette « économie » est à rapporter aux 10 à 15 milliards d'euros par an de cadeaux fiscaux qui vont être distribués par Nicolas Sarkozy à quelques privilégiés (bouclier fiscal, défiscalisation, donation-succession...).

L'Union syndicale Solidaires réaffirmera au Ministre et au nouveau secrétaire d'Etat que la question des emplois dans la Fonction publique ne peut se réduire à une colonne « dépense prévisionnelle » d'un cahier de comptable. Ce choix du nouveau gouvernement, s'inscrivant pleinement dans sa vision ultra-libérale, aura des conséquences désastreuses pour les usagers de nombreux services publics.

Le Ministre devra rendre des comptes devant les personnels et les usagers du service public.

L'Union syndicale Solidaires réaffirme sa détermination à construire les réactions unitaires nécessaires pour s'opposer fermement à ce véritable plan social de la Fonction publique.